

Europe et citoyenneté

Comment mettre le citoyen au cœur du projet

Respectable Loge, La parfaite réunion, Orient d'Aubagne, Région 15

Mots-clefs : Europe

Le statut de citoyen européen aujourd'hui.

Le virus du COVID19, comme tous les autres virus et pandémies qui ont ravagé notre continent depuis l'Antiquité a provoqué une catastrophe sanitaire, un bouleversement dans la vie sociale et économique dans tous les pays de la communauté, certes avec des effets plus ou moins importants selon les pays mais prouvant que personne n'en était à l'abri malgré des décennies de progrès médicaux.

Face au manque d'un traitement efficace, chaque Etat a réagi en fonction de ses compétences et moyens dans le domaine de l'urgence sanitaire.

La fermeture des frontières, le confinement ont été les moyens les plus sûrs pour essayer d'endiguer la propagation du virus, accroissant le doute des citoyens quant à l'efficacité des dirigeants de leur pays et des instances européennes à les protéger par des mesures élaborées en amont.

Si la citoyenneté européenne existe juridiquement (garantie par des traités) donnant les mêmes droits à tous les ressortissants de l'UE, est-ce pour autant qu'une politique commune sanitaire est établie ?

L'UE déjà fragilisée par un manque de coopération dans de nombreux domaines, des comportements culturels générant des oppositions, prouvent que l'idée de citoyenneté européenne n'est pas aboutie et qu'elle reste consubstantielle à la notion d'une citoyenneté rattachée par principe à une nation.

Ce fut le cas de citoyens européens se trouvant dans un autre pays de l'UE que le leur, qui se sont trouvés confrontés à des difficultés administratives quant à leur liberté de se déplacer, et que dire des étrangers ou migrants au statut aléatoire et pourtant employés dans des tâches qui sont apparues indispensables durant cette période.

Cela vaut pour tous nos concitoyens employés non qualifiés : personnels de service, caissières de grande surface, agents d'entretien ou de sécurité, livreurs qui ont permis à la société de fonctionner durant le confinement.

Cela doit nous faire réfléchir sur les valeurs que l'on attribue au mérite de chacun et de la prise en compte des préoccupations de ces citoyens dans notre pays et dans toute l'UE bien sûr.

C'est un constat qui ne fait qu'augmenter au cours du temps, surtout depuis la crise financière de 2008, dont les conséquences devaient être suivies de bonnes résolutions devant permettre une régulation des flux financiers au profit du développement économique de nos sociétés.

Le résultat est affligeant, si certes la sauvegarde de l'outil financier est indispensable pour alimenter l'activité économique, il a été l'argument prioritaire pour mettre en place des politiques de rigueur économiques touchant les secteurs de la protection sociale, de la santé, de l'éducation et d'autres qui sont apparus aujourd'hui vitaux comme essentiels à un fonctionnement cohérent à nos sociétés.

Le citoyen, au sein de l'UE n'est consulté que pour des élections à vocation de désigner des représentants qui exerceront un pouvoir représentatif ayant une quasi totale liberté de prendre des décisions souvent éloignées des espoirs qu'avaient mis leurs électeurs dans la prise en compte de leurs préoccupations, voire à l'opposé de ce qu'ils souhaitaient.

C'est poser la part de la démocratie participative que devrait exercer les citoyens pour infléchir l'action publique et contrebalancer l'influence des lobbies économiques.

Les citoyens de nombreux pays de l'UE ont pris conscience brutalement des carences du système de nos sociétés :

- système de santé publique à bout de souffle dans beaucoup d'états
- négligence dans la gestion de stock de produits stratégiques
- dépendance vis à vis de pays hors UE pour l'approvisionnement en médicaments, et de matériels indispensables et dont la production est délocalisée.
- absence de plans de gestion de crise au niveau européen

La question de la souveraineté européenne est au cœur de cette problématique, mais laquelle ? Le citoyen, s'il veut réellement s'en emparer, ne peut faire l'impasse sur cette question dont les réponses lui appartiennent et dont il devra assumer les conséquences :

- repli à l'intérieur de ses frontières, isolationnisme
- ou nécessité d'une solidarité européenne au nom du bien commun

Le citoyen européen durant la crise

Il est apparu que dès le début de la prise de conscience de la gravité de la pandémie les Etats n'ont pas coordonné leurs actions rendant les citoyens inégaux face aux mesures prises dans de nombreux domaines :

- dans un premier temps par des contrôles aux frontières qui ont ensuite étaient totalement fermées rendant impossible la liberté de circuler alors que certaines populations, comme les travailleurs saisonniers (migrants intra-communautaires) se sont trouvés bloqués alors que leur présence est apparue indispensable pour assurer les récoltes indispensables à l'approvisionnement de la population.
- dans un deuxième temps, par des décisions de certains gouvernements privilégiant l'activité économique aux moyens à engager pour le combat médical contre le Covid, doublé d'une carence dans les politiques de santé depuis des années. Les citoyens ont pu percevoir qu'aucune politique commune de santé publique n'existait au sein de l'UE, ni celle de gestion

de crise ne faisant qu'accroître ces inégalités dans les pays les moins riches de l'UE dans leur solitude du moment.

Alors comme à chaque fois dans les cas de catastrophe, les citoyens réagissent en fonction de leur éducation, de leur conscience morale s'ils en ont une, de leur sens du devoir s'ils ont du courage, de leur humanité s'ils ont de l'empathie. Et l'on a pu constater le meilleur comme le pire dans ces domaines, à l'image de gouvernements qui n'ont pas hésité à fustiger certaines populations, réagissant avec égoïsme vis à vis de leurs voisins, libérant les comportements les plus bas de certains de leurs citoyens n'hésitant pas à vouloir interdire la présence à leur domicile de personnels soignant de crainte d'être contaminé.

A l'inverse, il faut s'en réjouir et investir sur l'esprit de fraternité dont ont fait preuve beaucoup de nos compatriotes et voisins européens qui ont réagi avec exemplarité par leurs actions quotidiennes mobilisant les mêmes énergies dans une volonté commune pour soigner, nourrir, fournir l'essentiel des services à la population confinée.

Des choix doivent être pris dans les priorités politiques au sein de l'UE.

Choix qui peuvent être néfastes si les tenants du « chacun pour soi » doivent être majoritaires et faire éclater l'UE, comme certains groupes politiques à tendance populistes le souhaiteraient dans différents pays.

Les politiques industrielles privilégiant la culture des « flux » au profit de celle « des stocks » ont eu pour effet de créer la pénurie de matériels et de biens indispensables durant la crise ; cependant les populations ont réagi souvent avec inventivité et réactivité pour pallier ces manques.

Chacun à son niveau individuel, au sein d'associations ou d'entreprises ont su créer, partager, coopérer et retrouver, en partie, la capacité de faire des choix et de les mettre en œuvre au profit de la collectivité.

Les citoyens européens s'ils ont pris conscience de leur dépendance en matière, sanitaire et industrielle de pays hors UE, ils ont pu aussi se rendre compte que l'outil industriel pouvait se réorienter rapidement vers d'autres productions indispensables, relancer des partenariats au sein de l'Europe dans la recherche médicale et d'en d'autres domaines stratégiques dès lors qu'une volonté politique s'exprime sous la pression de l'opinion et des circonstances.

Si toutes les populations n'ont pas eu à subir les conséquences de la crise avec la même intensité, tous les pays ont été touchés laissant perplexes les plus lucides quant aux effets d'autres catastrophes planétaires (probables à venir) , de la capacité à gérer l'imprévisible et comment les citoyens européens peuvent s'approprier les choix dans la direction que devrait suivre l'UE.

Le citoyen européen a-t-il le pouvoir de choisir son futur ?

Comment donner corps, au-delà des traités la prévoyant, à une citoyenneté Européenne élaborée à partir d'une culture commune, riche d'un passé ancestral et de valeurs reconnues mondialement ?

C'est concevoir un projet politique conciliant l'économie et les aspirations légitimes des populations dans la recherche d'un intérêt commun dans le respect des identités nationales.

Un citoyen e

Histoire, Géographie doit donc être un citoyen ouvert à son environnement extraterritorial, la part donnée à l'histoire, la géographie, au fonctionnement des institutions UE doit être enseignée le plus tôt possible au sein du système éducatif.

Le programme ERASMUS pour l'enseignement supérieur devrait se doubler d'échanges scolaires, ou projets communs, dans le secondaire, confrontant les jeunes à la nécessité d'un dialogue avec leurs homologues européens dans une attitude tolérante pour les impliquer dans ce que sera la construction de leur avenir.

C'est reconnaître des droits à s'impliquer d'une façon concrète et participative dans les choix politiques dans l'intérêt unique du bien commun, comme pouvoir modifier le mode de scrutin au Parlement Européen en proposant des listes transnationales, permettant ainsi de surpasser les conflits récurrents opposants les nations sur les solutions à mettre en œuvre.

Le citoyen n'adhérera à ce nouveau statut que s'il se sent protégé par les institutions, si l'égalité, la solidarité sont effectives au quotidien.

Une nouvelle économie souveraine doit être facteur de richesses partagées, c'est l'occasion de développer et de mutualiser les bénéfices de l'Intelligence Artificielle pour modéliser les effets de pandémies ou autres risques majeurs et trouver leurs remèdes à l'échelle du continent.

C'est privilégier la culture du stock de celui des flux afin d'éviter la pénurie de produits et matériels stratégiques qui pourront être partagés équitablement selon les situations locales.

Le citoyen doit prendre part à ce mouvement civique collectif à l'échelle de l'UE pour faire pression sur les institutions.

La confiance dans une EU qui protège, permettra de faire évoluer la conscience collective et créer un nouveau modèle de citoyenneté.

Le citoyen Européen doit se réapproprier les valeurs fondamentales du projet initial basé sur une communauté de valeurs, de la primauté de l'État de droit, de loyauté entre partenaires, de solidarité effective. Les esprits doivent être conscients que les convictions philosophiques ou religieuses ne doivent pas faire obstacles à cette démarche, la laïcité ouvre la voie à cette démarche.

Ce sont bien des valeurs que promeut la franc-maçonnerie, basée sur la prééminence de l'intérêt général sur l'individuel, la cohésion sociale, la justice sociale, la tolérance envers les autres, qui permettront l'avènement d'un citoyen pleinement conscient de ses responsabilités dans les choix pour la construction de son avenir au sein de UE.

Composition de listes électorales transnationales pour donner corps à une souveraineté européenne affirmée.